

Déclaration commune du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (Paris, 26 juin 1962)

Légende: Le 26 juin 1962, le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (CAEUE) adopte à Paris une déclaration commune dans laquelle il se félicite de la demande d'adhésion de la Grande-Bretagne aux Communautés européennes tout en plaidant pour un renforcement des liens entre les États-Unis et l'Europe unie.

Source: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales: L'année politique en Europe Rétrospective 1962. Mars 1963. Paris: Union de l'Europe occidentale Assemblée-Commission des Affaires générales.

Copyright: (c) WEU Secretariat General - Secrétariat Général UEO

URL:

http://www.cvce.eu/obj/declaration_commune_du_comite_d_action_pour_les_etats_unis_d_europe_paris_26_juin_1962-fr-7f217101-75a4-4425-8055-c5a613a3e845.html

Date de dernière mise à jour: 20/10/2012

Déclaration commune du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe (Paris, 26 juin 1962)

I

Le Comité d'action pour les États-Unis d'Europe, qui comprend la très grande majorité des partis politiques de nos six pays, ainsi que les syndicats libres et les syndicats chrétiens qui représentent dix millions de travailleurs, considère que l'unité économique et politique de l'Europe comprenant l'Angleterre et l'établissement de relations de partenaires d'égal à égal entre l'Europe et les États-Unis, permettront seuls de consolider l'Occident et de créer ainsi les conditions d'une paix entre l'Ouest et l'Est.

En dehors de ce cheminement difficile et peut-être lent, mais inéluctable et sûr, le Comité considère qu'il n'y a, pour nos pays séparés, qu'aventures et maintien de l'esprit de supériorité et de domination qui a failli hier entraîner l'Europe à sa perte et pourrait maintenant y entraîner le monde.

Pour atteindre leur objectif, la création un jour des États-Unis d'Europe, qui rend possible les progrès vers la consolidation de l'Occident, nos pays ont avancé pas à pas. Ils ont réglé les problèmes concrets de l'intégration économique : Communauté européenne du charbon et de l'acier, Euratom, Marché commun. Ils n'ont jamais cherché à tout résoudre à la fois.

Maintenant, de nouveaux pas concrets sont possibles et nécessaires. Il s'agit de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne et de la conclusion d'un traité pour un commencement d'union politique.

Les partis politiques et les syndicats membres du Comité d'action pour les États-Unis d'Europe considèrent que les négociations

- pour l'entrée de l'Angleterre dans la Communauté européenne, sur la même base que les Six,
- pour l'établissement d'un traité permettant un commencement d'union politique,

doivent être conclues rapidement.

II

1. Les perspectives qui s'ouvrent aujourd'hui à l'Europe sont rendues possibles par le fait que les pays d'Europe ont accepté de ne plus considérer leurs problèmes économiques comme des problèmes nationaux, mais comme des problèmes communs. Pour les résoudre, ils ont adopté une nouvelle méthode d'action communautaire.

Après une période de tâtonnements, elle est devenue un dialogue permanent entre un organisme européen responsable de proposer des solutions aux problèmes communs et les gouvernements nationaux qui expriment les points de vue nationaux.

Cette méthode est tout à fait nouvelle. Elle ne comporte pas de gouvernement central. Mais elle aboutit à des décisions communautaires, au sein du Conseil des Ministres notamment, parce que la proposition de solutions aux difficultés communes par l'organisme européen indépendant permet d'écarter valablement l'obligation d'unanimité. Le Parlement et la Cour de justice soulignent le caractère communautaire de cet ensemble.

Cette méthode est le véritable « fédérateur » de l'Europe.

2. L'adhésion de l'Angleterre à la Communauté européenne sur un pied d'égalité, dans les conditions prévues au traité de Rome, renforcera l'unité de l'Europe. Ainsi sera créée une union de 240 millions d'habitants. Cette union permettra à tous ses membres de réaliser un développement économique accru. Les pays du

Commonwealth, entre autres, doivent bénéficier de cette expansion.

L'adhésion de l'Angleterre au commencement d'une union politique européenne accroîtra l'influence que pourra exercer l'Europe dans les affaires du monde : influence que ne peuvent posséder ni l'Angleterre, ni nos pays séparément.

Membre, l'Angleterre voudra contribuer à l'efficacité d'une communauté qui permet une telle action de l'Europe et qui sera désormais la sienne aussi bien que la nôtre. L'entrée dans le Marché commun changera nécessairement le comportement de l'Angleterre comme a été changé celui de chacun de nos six pays.

3. De même que nous avons dû changer les formes passées des relations économiques nationales pour aboutir à un marché commun européen, de même il faut graduellement changer les formes de relations politiques nationales pour arriver à une vue politique unifiée.

Actuellement, il n'est pas encore possible d'appliquer à la politique étrangère les règles et les institutions qui conviennent aux problèmes matériels de l'économie.

Tout accord pour l'organisation, au commencement, d'une période de coopération nécessaire doit garantir clairement la continuité et l'avenir de l'intégration économique qui est le fondement de l'union politique. Cette intégration économique ne saurait être mise en question, ni maintenant, ni plus tard.

C'est ainsi que les chefs d'État ou de gouvernement, s'ils discutent ensemble de questions qui sont du domaine des Communautés, devront nécessairement agir selon les règles et procédures de ces traités élaborés par les États.

Il est nécessaire de préciser maintenant qu'après cette période de coopération, la révision des engagements pris par les États doit permettre d'adapter progressivement au domaine politique la méthode qui a déjà conduit l'Europe à s'unifier économiquement.

4. En même temps que se consolide l'intégration économique de l'Europe et que commence son union politique, la coopération déjà engagée entre les États-Unis et les pays d'Europe doit graduellement prendre la forme d'une relation de partenaires entre l'Europe unie et les États-Unis.

Il s'agit d'une relation de partenaires entre l'Amérique et l'Europe unie, entre deux entités distinctes, mais également puissantes, chacune assumant sa part de responsabilités communes envers le monde. Cette relation de partenaires est naturelle et inéluctable parce que les peuples d'Europe et d'Amérique partagent la même civilisation fondée sur la liberté, et conduisent leur vie publique selon des principes démocratiques communs.

De même que la création de l'Europe est le résultat de progrès concrets faits en commun et pas à pas par les pays d'Europe, de même les nouvelles relations de partenaires entre les États-Unis et l'Europe seront le résultat d'efforts concrets et patients portant sur des problèmes communs.

Il est clair que l'Occident affronte des problèmes économiques de plus en plus nombreux que ni l'Amérique seule, ni l'Europe seule ne peuvent résoudre.

Qu'il s'agisse de l'application d'une politique d'expansion économique continue, de la stabilité monétaire de l'Ouest, des problèmes que pose l'agriculture dans une civilisation de plus en plus industrielle, de l'aide aux pays sous-développés, des rapports avec les pays en voie d'industrialisation - tous ces problèmes ne peuvent être résolus que par l'Amérique et l'Europe ensemble, car seulement ensemble, elles ont les ressources nécessaires.

5. Cette relation de partenaires entre l'Europe et les États-Unis ne doit pas être seulement économique. Il est nécessaire qu'elle s'étende rapidement aux domaines militaire et politique. Ils affrontent des risques communs dont le principal résulte du conflit avec l'Est.

Ce conflit entre l'Est et l'Ouest et, notamment, la question du désarmement, ne peuvent être résolus sans un changement de la vue d'avenir des uns et des autres. Tant que l'Occident donnera l'impression qu'il peut être divisé, l'URSS ne sera pas portée à des accords, croyant toujours pouvoir renverser l'équilibre mondial.

Mais quand l'Amérique et l'Europe auront clairement fait comprendre à tous que l'Occident se transforme lui-même et non sous la pression extérieure, qu'il consolide son unité pour longtemps, alors les conditions seront réunies qui rendront possible un règlement pacifique durable entre l'Est et l'Ouest.